

Moyen-Orient : les États-Unis empêcheront-ils l'explosion ?



Georges Corm,
HISTORIEN.

L'historien et économiste Georges Corm, dont l'ouvrage de référence « Pour une lecture profane des conflits » (1) vient d'être édité, met en perspective les principaux défis (crise syrienne, nucléaire iranien, processus de paix israélo-palestinien...) qui attendent en 2013 un Proche-Orient au bord du gouffre.

HD. La Palestine vient d'accéder au rang d'État observateur aux Nations unies. Ce vote, qualifié d'historique, peut-il apporter dans les mois qui viennent un changement autre que symbolique dans les conditions de vie des Palestiniens, alors que le gouvernement de Benjamin Netanyahu multiplie les mesures de rétorsion (sanctions économiques, extensions des colonies...)?

GEORGES CORM. Il s'agit effectivement d'une victoire exclusivement symbolique. Elle traduit un recul de plus en plus marqué de l'influence d'Israël et des États-Unis dans la communauté des nations. En réalité, il s'agit d'un avertissement à l'État d'Israël comme quoi la politique de colonisation qu'il mène dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 soulève de plus en plus d'indignation. Toutefois, sur le terrain rien ne va changer. Le processus de paix a été vidé de toute substance depuis longtemps et la possibilité de créer un État palestinien n'existe plus en raison de l'intensification permanente de la colonisation. Nous sommes de plus en plus dans

Pour Georges Corm, la perspective d'un État palestinien s'éloigne à mesure que la colonisation des territoires occupés se développe et vide le processus de paix de toute substance.

une situation qui ressemble à celle de l'Afrique du Sud autrefois. Mais il faudra encore longtemps pour qu'une solution à la domination des Israéliens, similaire à celle qui a prévalu en Afrique du Sud, puisse s'esquisser. Il est probable que, afin d'éviter un tel scénario, les dirigeants israéliens œuvrent à l'avenir à créer les conditions d'un transfert de population palestinienne hors des territoires occupés. Dans la conjoncture de désordres et de protestations qui règne dans plusieurs pays arabes dont la Jordanie, mais surtout à cause du violent chaos syrien, le gouvernement israélien pourrait être tenté de revenir à la vieille idée de faire de la Jordanie un État palestinien vers lequel seraient expulsés les Palestiniens de Cisjordanie, avec des expulsions aussi vers le Liban et la Syrie.

HD. La crise syrienne est confinée, dans sa représentation médiatique, à une lutte entre une population aspirant à la démocratie et un régime dictatorial dirigé par Bachar Al Assad. Cette vision vous paraît-elle valable en cette fin d'année 2012 ?

G. C. Malheureusement, les dirigeants, la presse et les médias occidentaux donnent une version simpliste des graves événements de Syrie. Comme dans d'autres crises, le jeu consiste à désigner des « bons » qu'il faut absolument aider et des « méchants » qu'il faut détruire. Il s'agit de paralyser la réflexion sur la com-

plexité d'une crise multifactorielle, qui est résumée de façon binaire et subjective. J'avais déjà expliqué les trois dimensions de cette crise, en précisant que le niveau local était désormais totalement encapsulé dans une crise régionale et internationale majeure, à présent polarisée sur un affrontement ouvert entre la Russie et la Chine d'un côté, les États membres de l'OTAN, de l'autre, et leurs alliés des pétromonarchies.

HD. Le flux de combattants djihadistes, financés par l'Arabie saoudite et le Qatar, semble intarissable. Est-il concevable de prétendre à la fois lutter contre ces groupes se réclamant de l'idéologie d'al-Qaïda et promouvoir la « démocratie » sans s'attaquer à leur financement par ces puissances étrangères, par ailleurs alliées stratégiques des États-Unis dans la région ?

G. C. Les bouffonneries des diplomaties occidentales ne sont pas nouvelles et elles ont coûté bien cher par le passé en termes de victimes sur le terrain, en Afghanistan par deux fois, en Irak, au Pakistan, aujourd'hui en Syrie. L'instrumentalisation de l'idéologie du radicalisme islamique, encouragée par les démocraties occidentales, ne date pas d'hier. Elle a été pratiquée intensément pour lutter contre le nationalisme arabe laïque et anti-impérialiste dans les années soixante et soixante-dix du siècle passé, notamment contre le régime égyptien sous la présidence de Nasser, puis pour lutter contre l'influence de l'URSS et l'extension de différentes formes d'idéologies communistes dans le tiers-monde. Aujourd'hui, le jeu continue pour venir à bout de l'axe antiaméricain et anti-israélien au Moyen-Orient, enrichi d'une nouvelle forme de propagande et d'action constituée par l'encouragement à une guerre civile entre sunnites et chiïtes. Ici, l'axe anti-occidental est désigné comme étant un triangle chiïte subversif et néfaste, constitué par l'Iran, la Syrie, le Hezbollah libanais. C'est un nouvel axe du mal, auquel s'opposerait un axe du bien constitué par l'alliance des démocraties occidentales et des pétromonarchies au-



Derrière ce mur de béton, qui n'est pas sans rappeler le mur de Berlin, des militaires israéliens gardent les implantations en Palestine. Ici à Bilin, près de Ramallah.

AP / MAJDI MOHAMMED

toritaires qui produisent les djihadistes et l'islam radical depuis des décennies sous l'œil bienveillant de Washington et des capitales européennes, en dépit des retombées collatérales qui ont eu lieu aux États-Unis, à Madrid et à Londres.

HD. La chute éventuelle du régime syrien, annoncée comme imminente depuis plusieurs mois, mettrait-elle automatiquement fin au conflit, ou doit-on redouter une guerre civile longue sur le modèle libanais ?

G. C. Il est probable que, avec ou sans la chute du régime, le territoire syrien soit morcelé en zones d'influence des intervenants extérieurs au conflit, notamment la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar, les États-Unis, ainsi que la Russie. Aucun des grands intervenants extérieurs ne peut aujourd'hui céder ou faire marche arrière dans le dossier syrien, sous peine de perdre la face. Aussi faut-il s'attendre davantage à une situation à la libanaise, où le conflit entre 1975 et 1990 avait duré quinze ans, avec un morcellement territorial du pays aux mains de milices locales, sauvages et prédatrices, elles-mêmes dépendantes de protecteurs extérieurs.

HD. Le Liban redevient un territoire où s'exacerbent les conflits régionaux. Comment y établir un système politique et une citoyenneté libanaise qui puissent dépasser les logiques communautaires et religieuses ?

G. C. Le Liban est né comme État tampon, au XIX^e siècle, entre les ambitions coloniales rivales de la France et de la Grande-Bretagne. La culture de la classe politique libanaise est imprégnée du désir de plaire à telle ou telle puissance extérieure qui se déclare protectrice de telle ou telle communauté religieuse. En dehors des premières années de l'indépendance (1943-1952), puis du règne du président Fouad Chéhab (1958-1964), le Liban a subi de nombreuses interventions et tutelles extérieures, la dernière en date ayant été celle du condominium syro-saoudo-américain entre 1990 et 2005, dont la figure de proue était Rafic Hariri, assassiné en 2005, ce qui a entraîné l'évacuation de ce qui restait de troupes syriennes au Liban.

Il y a eu de tout temps de nombreuses personnalités prônant la décommunautarisation du système politique et aujourd'hui de nombreuses associations de la société civile. La Constitution libanaise, telle qu'amendée en 1990, a même prévu un mécanisme constitutionnel pour évoluer vers un régime non communautaire. Mais rien n'a été fait en ce sens depuis lors. Se débarrasser de la classe politique enracinée dans les communautés religieuses et soutenue par l'extérieur n'est pas une mince affaire. Si, dans les pays arabes, il y a un seul



REUTERS / MUZAFAR SALMAN

dictateur qui a pu être déchu, comme en Égypte et en Tunisie, au Liban il y a plusieurs dictateurs, se revendiquant de leur appartenance communautaire, dont il faut se débarrasser. Beaucoup de ces dictateurs communautaires ont eux-mêmes des héritiers dans leur famille de façon à perpétuer leur autorité d'une génération à l'autre. En 2011, il y a eu trois manifestations importantes successives réclamant la fin du système communautaire. Viendra un jour où la conjoncture permettra peut-être au Liban de se libérer des chaînes dans lesquelles il est enfermé depuis 150 ans.

HD. Quel regard portez-vous sur la diplomatie proche-orientale du président Hollande ? Vous paraît-elle porteuse de changements en 2013, par rapport à celle impulsée par Sarkozy ?

G. C. Le Parti socialiste français ne s'est jamais distingué dans son histoire par un anticolonialisme ou un anti-impérialisme occidental, bien au contraire. On ne pouvait donc pas s'attendre sérieusement à un changement de cap de la part de François Hollande. Par ailleurs, n'oublions pas que le gaullisme est malheureusement bel et bien enterré en France, et que le suivisme atlantiste et pro-américain est devenu la règle.

HD. Tout le monde s'accorde à dire que seule une volonté politique des États-Unis pourrait durablement faire baisser en intensité les foyers de tensions dans la région. Est-il crédible que Barack Obama puisse s'extraire des pressions belliqueuses de ses deux principaux alliés, Israël et l'Arabie saoudite, et réorienter ainsi sa diplomatie (dialogue avec l'Iran, règlement du conflit israélo-palestinien) ?

G. C. Il semble que ce soit le Pentagone qui commence à craindre qu'Israël ne veuille entraîner les États-Unis dans une guerre contre l'Iran pour détruire ses capacités d'enrichir de l'uranium et l'amener à une politique qui ne s'oppose plus aux États-Unis et à Israël. En tout cas, il sera difficile à Obama de rompre la politique traditionnelle de soutien à Israël. Il pourra

« La guerre civile qui fait rage en Syrie est aussi le théâtre d'un affrontement entre d'un côté, la Russie et la Chine et, de l'autre, les États membres de l'OTAN et leurs alliés des pétromonarchies du Golfe. »

essayer de l'atténuer. Le soutien à Israël, aux États-Unis comme en Europe, a des causes nombreuses et profondes, tenant de la culture de certaines églises protestantes, mais aussi du traumatisme créé en Europe par le génocide pratiqué sur les Européens de confession juive sous le nazisme, bien plus que de l'action des lobbies pro-israéliens. Le soutien à l'Arabie saoudite est resté intact malgré les attaques terroristes sur New York et Washington, le 11 septembre 2001, car il s'agit d'un allié docile et fidèle disposant d'énormes moyens financiers. On parle beaucoup d'un nouveau Yalta, au Moyen-Orient, où l'Iran (et accessoirement la Russie) pourrait se voir reconnaître sa place de puissance régionale. Mais je suis très sceptique à ce sujet. Les États-Unis seront d'autant moins enclins à renoncer à leur ambition d'hégémonie impériale qu'ils disposent encore d'alliés aussi dévoués que les États membres de l'Union européenne, la Turquie et les pétromonarchies arabes. En voulant conserver l'ensemble du monde arabe sous leur hégémonie, ils pensent plus à l'effet d'encercllement qu'ils exercent sur la puissance chinoise montante (y compris sur le plan énergétique) et sur la renaissance de la puissance russe. Aussi je ne les vois pas faire de misère aux Israéliens ou aux pétromonarchies, et faire des concessions aux Russes, Chinois et Iraniens, d'où l'intensité de la crise syrienne. Espérons que tout cela n'explosera pas en guerre mondiale. ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MARC DE MIRAMON
mdemiramon@humadimanche.fr

(1) « Pour une lecture profane des conflits », Georges Corm, éditions La Découverte.

Photo ci-dessus : 60 000 morts parmi lesquels de nombreux civils, tel est le bilan actuel du conflit syrien dressé par l'ONU.